

RAPPORT ANNUEL 2024



LE CLIMAT



CHANGE,



POURQUOI PAS

VOUS?

04

RAPPORT MORAL
DU PRÉSIDENT

05

QUI SOMMES-
NOUS ?

07

2024, DES DATES
CLÉS ET DES
VICTOIRES

08

COMMUNICATION

09

DES IMPACTS DU
CHANGEMENT CLIMATIQUES
TOUJOURS PLUS FORTS,
PARTOUT

11

DE NOMBREUX PANS DE LA
PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE
RETARDÉS PAR LE CONTEXTE
POLITIQUE NATIONAL
INSTABLE

15

L'IMPULSION DE
SOLUTIONS AU
NIVEAU NATIONAL

19

À L'INTERNATIONAL
ET EN EUROPE, DES
ENJEUX IMPORTANTS
POUR LE CLIMAT ET LA
SOLIDARITÉ AVEC LES
PLUS VULNÉRABLES

22

NOS FINANCES

Directrice de la publication : Morgane Créach
Coordination de la publication : Mathilde Lebourgeois
Conception Graphique : www.solenmarrel.fr

LE RAPPORT MORAL DU PRÉSIDENT



L'année 2024 a été marquée par des secousses politiques majeures. Après la dissolution surprise de l'Assemblée nationale en France et une campagne pour le moins éprouvante, c'est d'outre-Atlantique qu'est venu le nouveau coup de massue. Comment comprendre le succès des discours populistes qui, sous couvert de porter la voix du « vrai peuple », s'acharnent surtout à pilonner les acquis de la protection du climat et des droits humains ?

Malgré un sentiment de sidération devant les coups de boutoir contre la transition écologique, l'équipe du Réseau Action Climat n'a pas lâché la bride. Au contraire, la préparation de la stratégie du réseau pour les trois prochaines années a été l'occasion parfaite d'échanges riches avec nos associations membres et des intervenants extérieurs. Autour de questions essentielles aujourd'hui : comment être mieux à l'écoute des citoyens et des territoires pour porter des propositions justes ? Comment résorber les polarisations néfastes qui freinent la mise en place de mesures de progrès ? Enfin, comment diversifier nos alliances pour embarquer plus de monde dans la protection du climat ?

Avec cette boussole stratégique en poche, il n'est pas question de se résigner mais plutôt de redoubler d'efforts pour convaincre. Car le climat n'en finit pas de nous envoyer des signaux de détresse. Ils ont été encore nombreux en 2024. Et beaucoup reste à faire face à un exécutif français englué dans les crises et une Union européenne beaucoup trop prompte à remettre en cause les avancées qu'elle a pourtant elle-même adoptées.

Signe d'espoir, l'audience importante recueillie par nos travaux pendant l'année. Impossible de tous les citer dans cet édito, mais ils sont détaillés dans ce rapport et comprennent des études argumentées et frappantes, sur tous les grands sujets qui doivent interpeller les décideurs. Un grand merci à nos équipes, à nos experts, à nos membres et à tous ceux qui soutiennent et partagent nos publications et les font connaître !

Édouard Toulouse

QUI SOMMES-NOUS ?

27

ASSOCIATIONS
NATIONALES
MEMBRES

8

MEMBRES
DU BUREAU
EXÉCUTIF

10

ASSOCIATIONS
LOCALES

22

SALARIÉS AU 31
DÉCEMBRE 2024

+180 000

ABONNÉS SUR LES
RÉSEAUX SOCIAUX

32

ADHÉRENTS
INDIVIDUELS

Le Réseau Action Climat fédère 27 associations nationales de protection de l'environnement, de lutte contre la pauvreté, de développement et de solidarité internationale. Il comporte par ailleurs un collège de 10 associations locales ainsi qu'un collège de 32 adhérents individuels. Il a pour principale mission de lutter contre le dérèglement climatique, de l'échelle internationale à l'échelle locale.

LES SIÈGES ET AGRÈMENTS

Le Réseau Action Climat est agréé par le Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires « Association nationale de protection de l'environnement » (agrément renouvelé le 1^{er} janvier 2024). Il est également habilité à être désigné pour prendre part au débat sur l'environnement se déroulant dans le cadre des instances consultatives nationales (habilitation renouvelée le 2 juin 2023).

Il siège dans différentes instances nationales, notamment :

- Conseil National de la Transition Écologique (CNTE)
- Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE)
- Conseil National de l'Alimentation
- Conseil National de l'Air
- Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme
- Réseau emplois et compétences
- Conseil Supérieur de l'Énergie

Le Réseau Action Climat est aussi agréé par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse au titre des activités de jeunesse et d'éducation populaire (agrément renouvelé le 13 août 2024).

LES RÉSEAUX EUROPÉENS ET INTERNATIONAUX

- Membre et antenne française du Climate Action Network Europe (CAN Europe) et du Climate Action Network International (CAN International)
- Membre de Transport & Environment (T&E)

LES ASSOCIATIONS NATIONALES MEMBRES



LE BUREAU EXÉCUTIF DU RÉSEAU ACTION CLIMAT



ÉDOUARD TOULOUSE
Président



CHARLOTTE IZARD
Trésorière



ANTOINE BONDUELLE
Administrateur



DAMIEN DEMAILLY
Administrateur



LUCILE DUFOUR
Administratrice



RAPHAËLLE GAUTHIER
Administratrice



VENANCE JOURNÉ
Administratrice
membre du CESE



PHILIPPE QUIRION
Administrateur

NOTRE GOUVERNANCE

Le Conseil d'Administration est composé d'un représentant de chaque organisation nationale membre, d'un représentant du collège d'associations locales et régionales, d'un représentant de celui des adhérents individuels ainsi que des 8 membres du bureau exécutif.

LES COLLECTIFS DONT NOUS SOMMES MEMBRES

Pacte du Pouvoir de Vivre

www.pactedupouvoirdevivre.fr

Alliance de plus de 60 acteurs majeurs dans la protection de l'environnement, la lutte contre la pauvreté, le soutien aux migrants, le monde étudiant, du travail, de l'éducation populaire, de l'économie sociale et solidaire et de la mutualité.

Pacte pour la Transition Citoyenne

<https://transition-citoyenne.org/pacte>

Porté durant les élections municipales de 2020 par des groupes de citoyen·nes afin d'engager les candidat·es à mettre en œuvre tout ou partie des 32 mesures, suivre et accompagner la progression des engagements pris par les élu·es tout au long des mandats.

Alliance Écologique et Sociale

<https://alliance-ecologique-sociale.org>

Née en janvier 2020 de la volonté de syndicats et d'associations environnementales de changer les termes du débat et de défendre une vision profondément sociale et environnementale de notre société.

Collectif Nourrir

<https://collectifnourrir.fr/>

Créé en 2022 et issu de la fusion de la plateforme pour une autre PAC et de la Plateforme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire. Le Réseau Action Climat a œuvré à sa création, participant notamment à l'élaboration de sa stratégie.

COMITÉ DE DIRECTION



MORGANE CRÉACH
Directrice générale



ANNE BRINGAULT
Directrice des programmes



CAROLE BRUN
Directrice administrative et financière



MATHILDE LEBOURGEOIS
Directrice communication

L'ÉQUIPE SALARIÉE (EN AVRIL 2025)



EMMANUEL BERNARD
Gestionnaire administratif



AURÉLIE BRUNSTEIN
Responsable industrie



SIMON BIGNONNEAU
Chargé de communication digitale



ALEXIS CHAILLOUX
Responsable transports



BENJAMIN CRETTEHAND
Chargé de sensibilisation



BASTIEN CUQ
Responsable énergie



CYRIELLE DENHARTIGH
Coordinatrice des programmes



ANTOINE DURAND
Responsable transition écologique et emplois



GAÏA FEBVRE
Responsable politiques internationales



CAROLINE FRANÇOIS-MARSAL
Responsable Europe



BENOÎT GRANIER
Responsable alimentation



RONAN GROUSSIER
Responsable agriculture



PIERRE LEFLAIVE
Responsable transports



ALIX MAZOUNIE
Coordinatrice des programmes



EMELINE NOTARI
Responsable financements de la transition écologique



MARINE POUGET
Responsable gouvernance internationale



ANTOINE CAMARA
Chargée de gestion administrative et financière

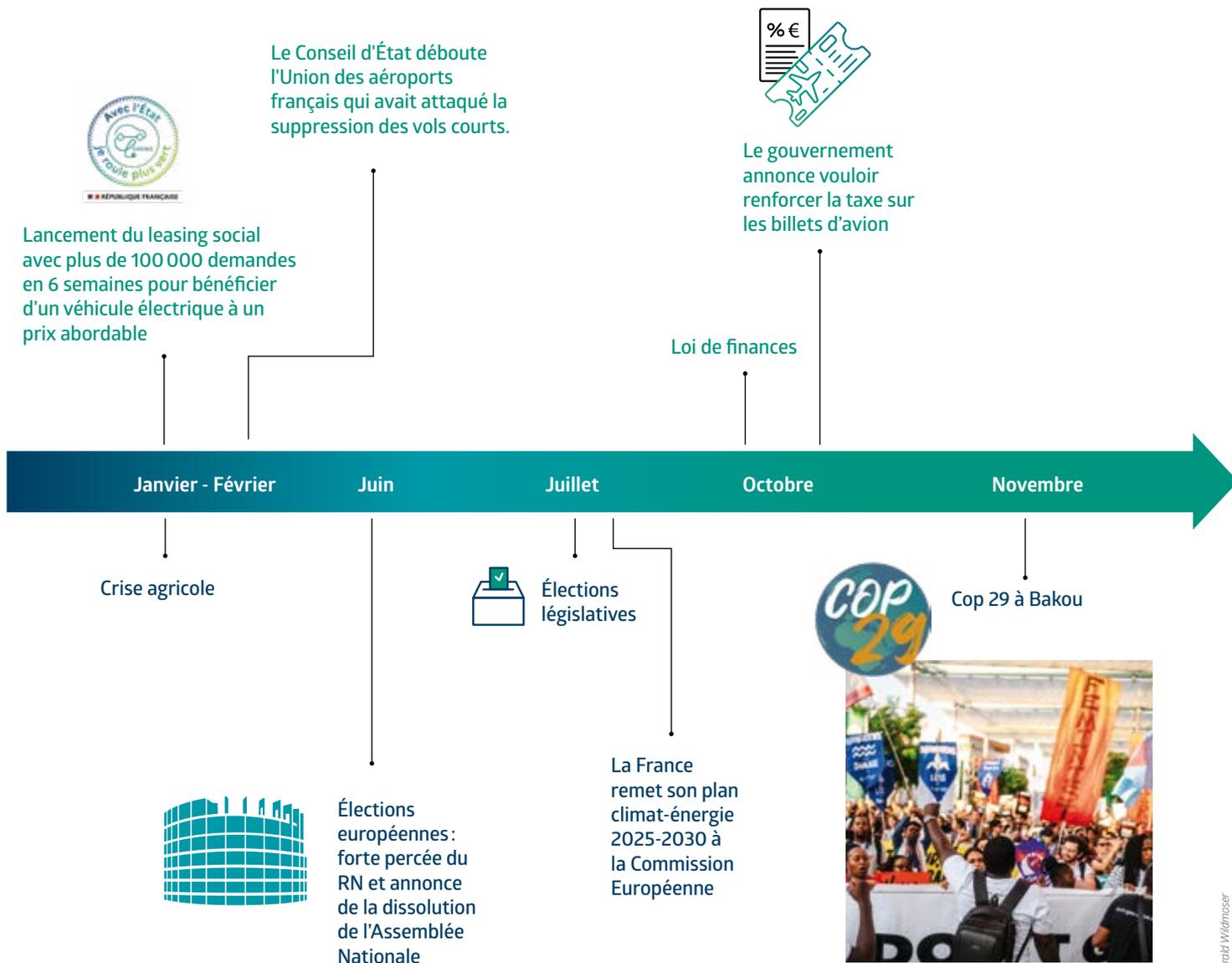


CLARA SANNICOLO
Responsable climat et territoires

MERCI À : Yvon Chagué, Hippolyte Falguière et Noémie Saettler

Le Réseau Action Climat a accueilli en décembre une collégienne en stage d'observation d'une semaine dans le cadre d'un programme d'accueil d'élèves issus de quartiers prioritaires (en partenariat avec l'association Viens Voir Mon Taf).

2024, DES DATES CLÉS ET DES VICTOIRES



COMMUNICATION

En 2024, le Réseau Action Climat a continué de renforcer sa communication auprès de citoyens grâce à une diversification de supports de communication plus impactant. Il a également revu son site internet avec la refonte de la page d'accueil, la mise à jour de la rubrique « [L'urgence climatique](#) », plus complète et plus lisible et une nouvelle page « [Agir pour le climat](#) ».



610 000

UTILISATEURS DE NOTRE SITE WEB

2050

RETOMBÉES PRESSE



35

COMMUNIQUÉS ET DOSSIERS DE PRESSE

3

CONFÉRENCES DE PRESSE

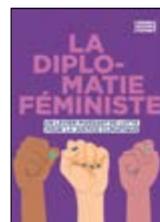
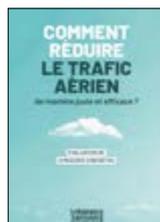
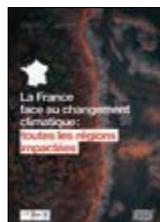


16 000

ABONNÉS À LA NEWSLETTER MENSUELLE INFOS DE SERRE

15

PUBLICATIONS



En concertation avec ses associations membres, et aux côtés d'un collectif de 87 associations françaises, le Réseau Action Climat a décidé en décembre 2024 d'arrêter son compte X et de créer un compte Bluesky en alternative.

En effet, depuis le rachat de la plateforme par Elon Musk, l'absence de modération et le paramétrage des algorithmes y ont favorisé la prolifération des contenus haineux et la circulation de théories complotistes et climatosceptiques.

Conscients de se priver d'un canal de communication pour valoriser leurs actions, interpellé, sensibiliser, les 87 associations, syndicats et fédérations de lutte contre l'exclusion, de solidarité, de défense de la dignité humaine et de l'environnement, des libertés publiques et de la liberté de la presse ont préféré poursuivre la bataille des idées dans la dignité ailleurs que sur X.



© Pascal Avenet - Hemis.fr via AFP

DES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE TOUJOURS PLUS FORTS, PARTOUT

Tous les territoires, nos paysages, et nos modes de vie sont d'ores-et-déjà bouleversés par le changement climatique. Les événements extrêmes, tels que les sécheresses, vagues de chaleur, inondations et incendies s'intensifient, tandis que les impacts de long terme s'accélèrent, comme l'élévation du niveau de la mer, le dépérissement des forêts ou encore le retrait-gonflement des argiles. Ces bouleversements affectent tous les secteurs : santé, agriculture, économie, biodiversité, avec notamment des tensions croissantes sur les usages de l'eau présentes dans toutes les régions.



© © Sameer-AdDaoumy - AFP

+ 1,9°C
de réchauffement moyen observé
en France. La France pourrait
atteindre +4 °C de réchauffement
à la fin du siècle avec les politiques
actuellement en œuvre.*

TOUTES LES RÉGIONS DE FRANCE IMPACTÉES



Le changement climatique impacte déjà l'ensemble des territoires français : c'est ce que met en évidence [le rapport](#) (1) publié en septembre 2024 par le Réseau Action Climat. Ce panorama de toutes les régions fait la synthèse des connaissances scientifiques. Il démontre que les conséquences du changement climatique sont déjà observables et présente une projection de ce qu'il pourrait se passer à l'avenir en fonction de nos futures émissions. Plages d'Oléron ou de la Côte d'Azur, Mer de Glace, Gorges du Verdon, châteaux de la Loire, vins de Bourgogne ou de Bordeaux : c'est aussi notre patrimoine naturel et culturel qui est menacé par les impacts du changement climatique.

Cette intensification des impacts rappelle l'urgence d'agir pour s'adapter à ces changements et protéger les populations, mais aussi celle d'agir pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Dans ce contexte, l'action locale est indispensable et l'Etat doit faciliter l'investissement des collectivités dans les projets de transition écologique, et l'accès à des moyens financiers, techniques et humains dans les territoires.

+ 5000
décès dus à la chaleur en
France en 2023 et près de
33 000 entre 2014 et 2022.

(1) <https://reseauactionclimat.org/regions-francaises-frequence-intensite-changements-climatiques/>

* (décennie 2013-2022 par rapport à 1850-1900) - Source: [Haut Conseil pour le Climat - Rapport annuel 2023](#)

** Source: [Santé Publique France](#)



DE NOMBREUX PANS DE LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE RETARDÉS PAR LE CONTEXTE POLITIQUE NATIONAL INSTABLE

Présentée en grande pompe par Elisabeth Borne, alors première ministre, et Emmanuel Macron mi-2023, la planification écologique a connu des vents contraires en 2024 et n'a pas été finalisée. Si les objectifs climatiques n'ont pas été remis en cause, le Réseau Action Climat a dû se mobiliser face à de nombreuses mesures allant à l'encontre de ce cap, en particulier dans l'agriculture ou au niveau du budget de l'État. La territorialisation de cette planification écologique est une voie d'espoir, mais elle suppose un juste partage des efforts entre l'Etat et les collectivités.

POUR UNE AGRICULTURE ALIGNÉE SUR L'ENJEU CLIMATIQUE

L'année 2024 devait se solder par l'adoption du pacte et de la loi d'orientation agricole, devant permettre à l'agriculture française de faire face aux enjeux primordiaux du renouvellement des générations et de la transition face aux défis climatiques. Mais cette année a aussi été marquée par des mobilisations agricoles de grande ampleur, en grande partie instrumentalisées pour opposer agriculture et écologie. Dans ce contexte, le Réseau Action Climat poursuit son plaidoyer auprès des pouvoirs publics en faveur de politiques agricoles cohérentes avec les objectifs climatiques de la France, tout en rappelant que le développement de l'agroécologie est une solution de résilience face aux chocs, qu'ils soient climatiques ou économiques.



62%
des agriculteurs estiment
que la transition écologique
est une nécessité*



LE BESOIN DE FINANCER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE À LA HAUTEUR DES ENJEUX

Le Réseau Action Climat a coordonné les actions de ses membres sur le projet de loi de finances et organisé plusieurs réunions avec les pouvoirs publics afin de porter ses propositions en faveur d'un budget vert et juste socialement. Ce travail a permis de poser les bases pour une deuxième édition de la stratégie pluriannuelle de financement (SPAFTE) en 2025. Par ailleurs, le Réseau Action Climat a renforcé les échanges avec parlementaires, médias et institutions pour maintenir la question du financement écologique dans le débat, malgré la crise politique et le bouleversement institutionnel de 2024.

*Source : <https://www.bva-x sight.com/sondages/crise-agricole-sondage-bvaxsight-collectifnourrir/>

LA CLARIFICATION DES ORIENTATIONS ÉNERGÉTIQUES DE LA FRANCE

A lors que la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) devait originellement être entérinée par une loi, au plus tard en juillet 2023, les événements de l'année 2024 ont retardé sa publication. Une concertation publique a été conduite à l'hiver 2024, en vue de la parution d'un décret en avril 2025. Le Réseau Action Climat a participé à cette concertation en publiant un cahier d'acteurs, en animant un webinaire au sujet de la PPE, ainsi qu'en soulignant publiquement les incohérences entre les engagements pris et les actions réelles du gouvernement. Le Réseau Action Climat a continué par ailleurs son travail de plaidoyer en faveur de la sortie rapide des énergies fossiles et d'un horizon énergétique 100% renouvelable faisant la part belle aux projets d'énergie territoriale portés par des collectifs de riverains et des collectivités.



80%
des Français attendent
une action forte de la
région pour le climat
au cours du prochain
mandat .

LA TERRITORIALISATION DE LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE ET L'ENJEU DES COP RÉGIONALES

Le Ministère de la Transition Écologique a amorcé la déclinaison territoriale de la planification écologique fin 2023, avec l'annonce de mise en place de COP régionales. Sur le modèle des Conférences des Parties, les COP internationales, ces événements avaient pour objectif de mettre autour de la table tous les acteurs du territoire pour organiser la mise en œuvre de la planification écologique.

Toutes les COP régionales ont eu lieu entre la fin 2023 et le printemps 2024. Elles devaient, avant l'été 2024, déboucher sur des feuilles de route guidant l'action des régions pour le climat et l'environnement à horizon 2030. Cependant, le contexte politique mouvementé a retardé de plusieurs mois la publication des feuilles de route régionales. Alors que s'ouvre la deuxième année des COP régionales, le Réseau Action Climat restera vigilant à l'ambition des feuilles de route des régions, ainsi qu'au financement de la démarche, condition nécessaire à sa réussite.

LE BESOIN DE PLANIFIER AUSSI LA TRANSITION DES EMPLOIS!



La transition écologique est bénéfique pour l'emploi, notamment dans les secteurs du bâtiment, de l'énergie, des mobilités décarbonées, de l'agriculture ou de l'économie circulaire. La stratégie emploi-compétences associée à la planification écologique évalue le besoin à près de 3 millions d'actifs à former d'ici à 2030. C'est un défi colossal.

Dans les secteurs liés aux énergies fossiles, des

mutations fortes et des diminutions d'emplois sont inévitables. Des reconfigurations profondes sont donc à anticiper et à accompagner. Une attention doit être portée aux salariés et aux territoires les plus fragiles, suivant les principes de la transition juste, telle que définie par l'Organisation Internationale du Travail.

Une planification véritablement opérationnelle doit donc se traduire par une politique emploi-compétences à la hauteur des enjeux. Dans une [note de position complète](#) (1) sur le sujet, le Réseau Action Climat a présenté ses recommandations à la Ministre du Travail et de l'Emploi.

+22,2%
C'est la part d'énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie pour 2023. La France ne respecte pas son objectif, qui était fixé à 25%.



LA FRANCE PASSÉE AU CRIBLE DU RESPECT DE SES OBJECTIFS CLIMAT ET ÉNERGIE

Afin de suivre l'atteinte ou non des engagements de la France liés à la planification écologique, le Réseau Action Climat a publié une nouvelle édition de l'[Observatoire Climat-Énergie](#) (2). Celui-ci fournit un état des lieux accessible à tous sur les trajectoires climatiques et énergétiques de la France en 2023. Il s'appuie sur les indicateurs définis dans la Stratégie Nationale Bas Carbone et la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie ainsi que sur les sources officielles de l'État. Sur l'année 2023, le [Réseau Action Climat a identifié 3 secteurs](#) pour lesquels les objectifs n'étaient pas tenus et qui doivent devenir des priorités de l'action publique : les transports, les forêts et sols et les énergies renouvelables (3).

(1) <https://reseauactionclimat.org/pour-une-politique-emploi-compétences-ambitieuse-au-service-de-la-planification-ecologique/>

(2) <https://www.observatoire-climat-energie.fr/>

(3) <https://reseauactionclimat.org/la-france-a-t-elle-respecte-ses-objectifs-climat-energie-en-2023/>



© Unsplash, Angel Oraggi

L'IMPULSION DE SOLUTIONS AU NIVEAU NATIONAL

Alors que des reculs en matière de politiques publiques en faveur de l'environnement et du climat se sont succédés en 2024, avec pour conséquence un ralentissement de la baisse des émissions de gaz à effet de serre en France, le Réseau Action Climat est resté mobilisé pour démontrer que des solutions existent. Ces solutions sont soutenues par une majorité de la population, si elles sont mises en œuvre de manière juste socialement. Elles ont par ailleurs des effets bénéfiques pour la santé, pour les emplois dans nos territoires et pour la souveraineté économique de notre pays.



CONCILIER NUTRITION ET CLIMAT

Pour lutter contre le changement climatique, les scientifiques estiment que la consommation de viande de la France doit être réduite de 50% d'ici à 2050, soit en moyenne environ 4 à 5 portions de viande par semaine. [Le Réseau Action Climat s'est associé à la Société Française de Nutrition pour réaliser une étude inédite \(1\)](#) sur la façon de satisfaire l'ensemble des apports nutritionnels recommandés en limitant sa consommation de viande à 450 grammes par semaine (l'équivalent de 4 à 5 portions). Sa recherche montre qu'une consommation accrue de fruits et légumes, de légumineuses, de céréales complètes et de fruits à coque permet de couvrir l'ensemble des besoins nutritionnels, pour un coût inférieur de 10% par rapport à au coût moyen de l'alimentation aujourd'hui.

L'étude émet également des propositions pour faire évoluer les recommandations du Programme National Nutrition Santé (PNNS) afin d'intégrer les enjeux environnementaux, comme c'est le cas dans de nombreux pays européens comme l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne et l'Italie.

22%
c'est la part
que représente
l'alimentation dans
l'empreinte carbone
de la France*

PRODUIRE DES PETITS VÉHICULES ÉLECTRIQUES EN FRANCE

Les stratégies des constructeurs automobiles ont conduit le secteur dans une impasse écologique, sociale et industrielle. Les usines ferment sur le territoire français, le prix des véhicules explose tandis que les émissions de CO₂ ne baissent pas. Pourtant, un chemin existe pour répondre aux défis du secteur automobile : encourager la production d'un petit véhicule électrique en France ou en Europe, qui soit léger et abordable.

Le Réseau Action Climat a travaillé aux côtés d'acteurs variés comme la CFDT, la CGT, le Secours catholique ou l'UFC Que Choisir. Ses prises de parole, son expertise et ses actions ont permis de mettre en avant la responsabilité des constructeurs et de défendre une transition écologique et sociale du secteur automobile. En outre, le débat sur l'avenir de la mobilité ne doit pas être réduit à celui de l'avenir de l'automobile. Le Réseau Action Climat travaille donc également au développement des alternatives à la voiture, comme le transport ferroviaire, les transports en commun ou le vélo.



45% des Français déclarent ne pas avoir le choix de leur transport, soulignant la forte dépendance à la voiture*.

*Baromètre des mobilités du quotidien, Wimoov, 2024



RÉDUIRE LE TRAFIC AÉRIEN DE MANIÈRE JUSTE ET EFFICACE

Pour respecter un budget carbone compatible avec l'Accord de Paris, le trafic aérien doit s'infléchir. C'est la conclusion unanime de toutes les études indépendantes sur le sujet (Isae Supaero, ADEME, Shift Projet / Supaero). Dès lors, la question qui prévaut est la suivante : comment réduire le trafic d'une manière qui soit à la fois efficace d'un point climatique, et juste socialement, en s'assurant de ne pas faire peser l'effort sur les plus vulnérables. [Le dernier rapport du Réseau Action Climat a analysé 9 propositions déjà discutées dans l'espace public](#) (3). Si un panachage de ces mesures serait évidemment le plus efficace, l'analyse a montré qu'une mesure coche toutes les cases à elle seule : une taxe grands voyageurs. Cette taxe serait très faible pour le premier vol annuel et très élevée à partir du cinquième vol, faisant ainsi peser l'effort sur les voyageurs les plus fréquents, bien plus aisés que la moyenne.

TERRITOIRE ET EMPLOIS EN TRANSITION ÉCOLOGIQUE, S'INSPIRER DE CE QUI FONCTIONNE



Contrairement aux idées reçues, la transition écologique est globalement bonne pour l'emploi : plus de 500 000 emplois supplémentaires peuvent être créés d'ici à 2030. Quels enjeux pour les territoires ? [Le Réseau Action Climat a publié en mars 2024 une étude qui s'appuie sur 30 retours d'expériences à impact, issus de 15 territoires](#) (4).

Bâtiment, énergies, mobilités... : la transition écologique implique le déploiement des emplois situés en "première ligne" des mutations. Mais la mobilisation des acteurs locaux est essentielle pour passer du potentiel au réel. En parallèle, les secteurs fortement émetteurs sont amenés à se restructurer. Ces acteurs s'organisent pour accompagner les travailleurs et inventer les parcours de formation nécessaires. La transition écologique est synonyme de mutations fortes des emplois. C'est un défi majeur, dont les enjeux varient suivant les territoires. Les expériences locales le montrent : une transition écologique juste des emplois est possible.

Le 24 septembre 2024, le Réseau Action Climat, en partenariat avec l'Ademe, organisait un colloque pour dialoguer sur les écueils à la création d'emplois dans la transition écologique avec près d'une centaine de représentants des filières de la transition et acteurs de l'emploi et de la formation.

1 milliard
c'est le montant du Fonds de transition juste européen attribué à la France pour accompagner les mutations économiques des territoires les plus concernés par la transition écologique.



DÉCARBONER LE SECTEUR DE L'INDUSTRIE LOURDE

Le monde politique et économique s'est principalement exprimé ces dernières années sur les solutions technologiques pour décarboner l'industrie : électrification, technologies de rupture, hydrogène, captage et stockage de carbone. Le Réseau Action Climat vise à ce que les leviers ayant le plus de potentiel de décarbonation pour un moindre coût aient leur place dans le débat public et les stratégies nationales de décarbonation de l'industrie : la sobriété (énergie et matière) et l'économie circulaire. Le Réseau Action Climat a poursuivi son travail de plaidoyer pour conditionner les aides publiques à la décarbonation des entreprises pour garantir des résultats. Une première victoire a été obtenue sur ce point : les mécanismes de subvention de France 2030 devraient désormais intégrer une conditionnalité climatique par un système de paiement à la tonne de CO₂ évitée. [La seconde édition du rapport dédié aux 50 sites industriels les plus émetteurs](#) (2) a été publiée et fait le constat de l'évolution des émissions de ces sites, des financements reçus et de l'avancée de la décarbonation de l'industrie lourde.

(1) <https://reseauactionclimat.org/reduire-de-50-la-consommation-de-viande-permettrait-datteindre-les-objectifs-climatiques-de-la-france-tout-en-ameliorant-la-sante-de-la-population/>

(2) <https://reseauactionclimat.org/50-sites-industriels-francais-les-plus-emetteurs-de-co2-1heure-des-comptes/>

(3) <https://reseauactionclimat.org/laerien-un-transport-de-csp-largement-sous-taxe/>

(4) <https://reseauactionclimat.org/publications/territoires-et-emploi-en-transition-ecologique/>



FIGHT BACK

À L'INTERNATIONAL ET EN EUROPE, DES ENJEUX IMPORTANTES POUR LE CLIMAT ET LA SOLIDARITÉ AVEC LES PLUS VULNÉRABLES

Progression des populismes, attaques de plus en plus fortes contre le Pacte vert européen, élection de Donald Trump aux États-Unis qui a fait campagne sur la relance des énergies fossiles, montée en puissance des égoïsmes lors de la COP29... Ce contexte difficile n'a pas freiné l'engagement du Réseau Action Climat en faveur de la justice climatique. En faisant des ponts avec des acteurs et actrices de la société civile engagés pour des causes comme l'égalité de genre, il a contribué à créer un mouvement plus fort et plus divers.



MAINTENIR LE CLIMAT À UN HAUT DEGRÉ DE PRIORITÉ À L'OCCASION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Le 9 juin 2024 avaient lieu les élections européennes, échéance cruciale pour le climat. Le Réseau Action Climat s'est mobilisé dans le cadre de ces élections. [Il a fait le bilan des politiques environnementales mises en place en Europe](#) (1) en particulier le Pacte vert dont l'objectif est d'atteindre la neutralité climatique en 2050. Le Réseau Action Climat a également diffusé des recommandations pour renforcer l'action climatique sous le prochain mandat européen, et analysé les votes des eurodéputés français sur 30 lois européennes cruciales pour le climat. [Les programmes des différentes listes françaises ont été analysés et notés en fonction de leur impact positif sur la lutte contre le réchauffement climatique](#) (2).

-92% Pour le Réseau Action Climat, c'est l'objectif de réduction d'émissions que doit se fixer l'Union européenne par rapport aux niveaux de 1990

DOTER L'UNION EUROPÉENNE D'UN NOUVEL OBJECTIF DE RÉDUCTION DE SES ÉMISSIONS À L'HORIZON 2040

Pour planifier au mieux les transformations à venir de la transition écologique en Europe, l'Union européenne est tenue d'adopter un nouvel objectif de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre pour 2040. Le Réseau Action Climat en lien avec son réseau européen, le Climate Action Network Europe qui regroupe plus de 200 organisations, a analysé que l'Union Européenne doit atteindre la neutralité climatique dès 2040 pour contribuer de manière juste à la transition écologique au niveau mondial, protéger les citoyens et générer un total de 1000 milliards d'euros de cobénéfices d'ici à 2030. Les pays européens ont entamé les discussions sur ce nouvel objectif, mais la France ne s'est pas encore clairement positionnée sur la recommandation de la Commission européenne.





COP29 : L'ÉCHEC D'UNE CONFÉRENCE MARQUÉE PAR LA VICTOIRE DES ÉGOÏSMES

La COP29 s'est déroulée en Azerbaïdjan du 11 au 22 novembre. Le gouvernement azerbaidjanais, connu pour sa répression à l'égard de la société civile, a suscité de vives inquiétudes justifiées quant à la capacité des militants écologistes, des défenseurs des droits humains et des journalistes à participer librement et en toute sécurité à cet événement international. [L'enjeu principal de cette COP était d'aboutir à un accord sur le nouvel objectif financier collectif post-2025](#) (3), un engagement crucial pour le financement climatique. Pourtant, le résultat final s'avère largement insuffisant et incomplet. L'objectif d'au moins 300 milliards d'ici à 2035 ne répond pas aux besoins des pays les plus vulnérables pour lutter contre le changement climatique et ses impacts. La société civile, demandait 1000 milliards de dollars avec des échéances de 5 ans assortie d'un examen périodique dans le cadre du Bilan Mondial et d'une augmentation régulière de l'ambition financière en cohérence avec le cycle des Contributions Nationales déterminées.

Derrière les discours des pays développés prônant une approche « réaliste », la vérité est tout autre : les ressources financières existent, mais la volonté politique fait défaut. À l'approche de la COP30 qui aura lieu à Belém, au Brésil, en novembre 2025, il est impératif que les pays riches honorent pleinement leurs responsabilités.

L'enjeu de la COP29 :

1000 milliards
de financements publics pour
aider les pays du sud à réduire
les émissions, s'adapter aux
impacts, et compenser les
pertes et dommages



LA DIPLOMATIE FÉMINISTE : UN LEVIER PUISSANT DE LUTTE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

Lutter pour le respect de l'environnement, c'est aussi lutter pour la justice de genre, qui porte la vision d'un monde où les droits des personnes en situation de vulnérabilité,

marginalisées ou discriminées sont mieux protégés et sont au cœur des décisions politiques et sociales. Parmi les différents outils de la justice de genre, en 2024, le Réseau Action Climat s'est emparé de la diplomatie féministe.

Cette dernière permet de mieux appréhender les dynamiques de pouvoir dans le monde, avec une approche allant au-delà de la domination militaire ou économique. La France devait mettre à jour sa stratégie de diplomatie féministe en 2024. [Le Réseau Action Climat, avec que de nombreux partenaires, a travaillé sur un rapport présentant ce qu'est la diplomatie féministe](#), en quoi elle peut être un outil essentiel de lutte contre le changement climatique, ainsi que des recommandations auprès du gouvernement français dans le cadre de la révision de sa stratégie.

(1) <https://reseauactionclimat.org/que-fait-europe-pour-le-climat-et-l'environnement-decryptage-du-pacte-vert-europeen-et-des-votes-des-eurodeputes-francais/>

(2) <https://reseauactionclimat.org/communiqu-de-presse-elections-europeennes-decryptage-des-programmes-que-valent-ils-sur-le-climat/>

(3) <https://reseauactionclimat.org/cop29-les-mauvais-comptes-font-les-mauvais-amis-le-nord-doit-regler-ses-dettes/>

(4) <https://reseauactionclimat.org/diplomatie-feministe-un-levier-puissant-de-lutte-pour-la-justice-climatique/>

NOS FINANCES EN 2024

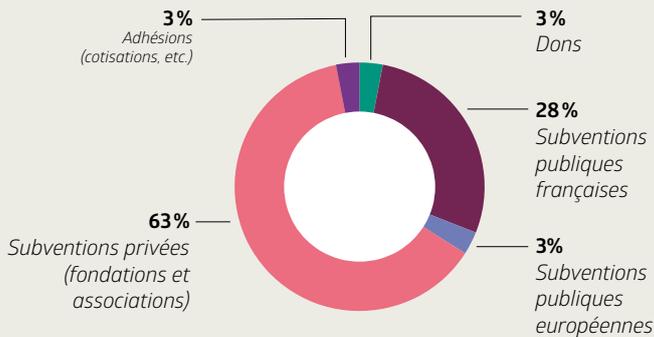
En 2024, le budget du Réseau Action Climat s'élève à 2 015 559 € et présente un résultat positif de 38 326 €.

Les comptes de l'association sont contrôlés et certifiés chaque année par un commissaire aux comptes (rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice 2024).

NOS PRINCIPAUX FINANCEURS EN 2024

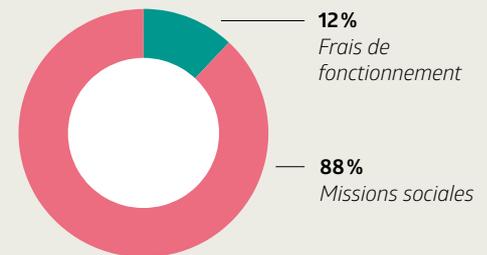


LES PRODUITS EN 2024



En 2024, les ressources du Réseau Action Climat proviennent à 94% de subventions, publiques et privées, pour un montant de 1 885 882 €. Les subventions publiques (31% du total des produits) comprennent les subventions nationales, de collectivités territoriales, d'instituts publics et les fonds européens. Les subventions privées (63% du total des produits) proviennent de fondations et associations. Les cotisations des membres et les dons représentent 6% des produits en 2024.

LES CHARGES EN 2024



Les dépenses de missions sociales (88% des dépenses) correspondent à la mise en œuvre des actions de coordination, de plaidoyer, d'expertise, de communication et de sensibilisation et comprennent les dépenses de personnel et les frais de communication, honoraires d'expertise, frais de déplacements, etc. Au 31 décembre 2024, le Réseau Action Climat comptait 22 salarié-e-s (20 en CDI). Les frais de fonctionnement représentent 12% des dépenses totales en 2024.



METRO

SANS PÉTROLE,
LA FÊTE EST
PLUS FOLLE

JUSTICE CLIMATIQUE
& SOCIALE
MÊME COMBAT

Le Réseau Action Climat, fédération de 37 associations nationales et locales, lutte contre les causes du changement climatique, de l'échelle internationale à l'échelle locale. Il est le représentant français du Climate Action Network International, réseau mondial de plus de 2 000 ONG. Il couvre l'ensemble des secteurs responsables du dérèglement climatique : les transports, la production d'énergie, l'agriculture et l'alimentation, l'habitat, l'industrie lourde et travaille à l'élaboration de mesures alternatives et ambitieuses pour lutter contre le changement climatique et ses impacts.

DÉCOUVREZ l'action du Réseau Action Climat et impliquez-vous avec nous sur le site :

reseauactionclimat.org

NOUS CONTACTER

Réseau Action Climat-France
Mundo M
47 Avenue Pasteur
93100 Montreuil

Tél. : 01 48 58 83 92

NOUS SUIVRE



Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre le changement climatique

